

COMMENT LES COOPÉRATIVES JEUNESSE DE SERVICES SONT ARRIVÉES EN FRANCE...

Octobre-Décembre 2011 : La découverte

Un groupe de Bretons¹, réunis au sein de l'association DESS (Dirigeants de l'ESS) se rend au Québec, les 17,18 et 19 octobre 2011, à l'occasion du Forum International de l'ESS (FIESS)² à Montréal pour nourrir une réflexion sur l'émergence et la formation de nouveaux leaders ou dirigeants de l'ESS.

Durant le FIESS, ils découvrent le projet des CJS et font la rencontre de Katerine ROY, coordinatrice des CJS au Québec. Le charme opère, les CJS répondent en tout point à la problématique de travail : sensibiliser des jeunes à l'entrepreneuriat coopératif et ESS, par des mises en situation concrètes. Sur place et dans l'avion du retour, le groupe cogite sur la manière d'importer les CJS en Bretagne.

Ils apprennent qu'une première expérimentation d'une CJS se déroule à Châtellerauld portée par la Coopérative d'Activités et d'Emploi locale (ASCEASCOPE) en lien avec le Conseil Régional Poitou-Charentes et Katerine Roy. Laurent Prieur (Réso SOLIDAIRE) et Grégory Huchon (Cress Bretagne) se rendent à Poitiers le 7 décembre 2011 pour assister à un comité de pilotage de l'expérimentation afin de continuer à s'informer et rencontrer à nouveau Katerine Roy.

Décembre 2011-Décembre 2012 : La définition du modèle breton de CJS

Fin 2011, un premier document est élaboré à partir des premières informations recueillies au Québec et à Poitiers, pour réfléchir à l'essai en Bretagne. Les premiers principes sont posés :

- Les CJS deviennent une action prioritaire de la Stratégie régionale ESS (qui sera validée en mars 2012).
- Calquant le modèle Québécois, Les CJS doivent rester un projet d'éducation à l'entrepreneuriat pour des mineurs et non d'insertion
- Le modèle breton des CJS pourrait reposer sur un triptyque : CAE, pôle ESS, structure jeunesse - éducation populaire.

Courant 2012, plusieurs rencontres (27/08, 28/09, 14/12...) sont organisés avec :

- les 4 CAE bretonnes (+ ASCEASCOPE), Réso SOLIDAIRE et la Cress Bretagne pour travailler sur le modèle organisationnel. Le principe retenu est que les CAE soient la structure juridique et technique support des CJS et que les pôles ESS de Bretagne puissent être l'espace d'animation et de mobilisation du comité local de soutien à une CJS.
- les partenaires publics pour vérifier de leur intérêt (Région, CD22 et 35...)

1 Laurent Prieur, Emmanuel Rousset, Nelly Lechaplain, Christine Mercier (Région Bretagne), Bertrand Laurenceau, Anne-Laure Desgris, Simon Cornée, Isabelle Georges et Grégory Huchon

2 Et avec le soutien de la Région Bretagne et de l'OFQJ

- les services de l'Etat et de la région, pour travailler sur les aspects juridiques sur le travail des jeunes mineurs. Une note précise et très utile est réalisée par le service juridique de la Direccte Bretagne.

Un projet d'expérimentation régionale est présenté lors d'une réunion régionale le 20 décembre 2012 à Rennes durant laquelle les partenaires publics, les CAE, les pôles, les réseaux d'éducation populaires et la Cress s'accordent sur le cadre de cette expérimentation. En particulier Les acteurs valident, lors de cette rencontre régionale, la délégation du pilotage à CPE GO avec le soutien de la Cress Bretagne et le triptyque CAE/Pôle/Structure jeunesse.

Une convention de transfert de savoir-faire et d'accompagnement est signée pour un an entre CPE GO et Le RESEAU porteur de la coordination des CJS du Québec.

2013 - 2014: La phase expérimentale

Les COPIL du 25 janvier et 20 février 2013 lancent la phase expérimentale qui verra le lancement de 3 CJS (Rennes Maurepas, Quintin et Quimper) durant l'été 2013 en Bretagne. Durant cette période, la coordination opérationnelle du projet est assurée conjointement par CPE GO, Réso SOLIDAIRE et la Cress Bretagne. Le bilan organisé le 2 octobre 2013 confirme l'enthousiasme général et l'expérimentation est reconduite pour 2014.

Été 2014, le projet essaime à l'ouest : 8 CJS en Bretagne et Pays de la Loire

5 novembre 2014 : Bilan national réunissant près de 100 participants à Rennes

Fin 2014, la coordination opérationnelle du projet est transférée de CPE GO à CPE. La convention avec le RESEAU et CPE est signée lors du sommet international des coopératives à Québec en octobre 2014. Le projet reçoit le 2e prix de l'initiative en économie sociale 2014 de la Fondation du Crédit Coopératif. Emmanuelle Rousset est embauchée par CPE en décembre 2014 pour assurer le développement du projet.

17 décembre 2014 : Premier comité pilotage national CJS

La Cress Bretagne prend du recul sur les aspects opérationnels du projet et anime un travail transversal sur l'éducation des jeunes à l'ESS au niveau scolaire (secondaire et supérieur) et hors-scolaire au travers de la « COPIE-ESS » afin d'articuler les CJS avec les autres démarches d'éducation à l'ESS.

2015-... : Vers le changement d'échelle

Été 2015 : 2 sessions de formation à St Malo avec Katerine Roy, co-animées par 5 formateurs français. 21 CJS, 300 jeunes sur 7 régions (Bretagne, Pays de la Loire, Normandie, Nord-Pas De Calais, Rhône Alpe, Martinique). La dimension nationale du projet prend corps.

Durant l'année 2015, le groupe des initiateurs bretons et la Cress Bretagne se mobilisent pour identifier des moyens pour permettre le développement des CJS. Avec d'autres projets et partenaires de l'ESS, le projet « Générations Entrepreneurs Solidaires » déposé dans le cadre du PIA « Culture de l'entrepreneuriat et de l'innovation » n'est pas retenu. Par contre, après un premier échec, les CJS deviennent lauréats de « La France s'engage » en Juin 2015. Après plusieurs années



Ce projet, lauréat de l'initiative présidentielle « La France s'engage », est soutenu par le Fonds d'expérimentation pour la jeunesse, mis en œuvre par le Ministère chargé de la jeunesse.

d'expérimentation et une part d'investissements propres des structures et des personnes, des moyens sont alloués aux CJS pour permettre leur développement en France, porté par CPE. Un poste à temps plein est créé en octobre et Nelly Lechaplain remplace Emmanuelle Rousset, qui avait quitté ses missions en avril 2015.

La CAE Avant-Premières parvient en même temps à expérimenter un premier fonds de soutien financier d'entreprises privées aux CJS dans les Côtes d'Armor par la création d'un Fonds de Dotation spécifique.

3 décembre 2015 : Installation du nouveau comité de pilotage national³ et bilan national à Paris. Dans l'attente de la mise en place d'un comité opérationnel constitué d'acteurs des CJS, un comité provisoire constitué des initiateurs⁴ continue à se réunir pour réfléchir au développement du projet CJS.

Un diagnostic stratégique commandité par La France s'engage est mené par le cabinet ADASI sur le premier trimestre 2016. Il relève le caractère innovant et l'intérêt du projet et interroge sur le modèle économique et les choix à faire en terme de gouvernance.

Début 2016 : mise en place de coordinations régionales en Bretagne, Nord pas de Calais et Rhône-Alpes.

Juin 2016-février 2017 : recrutement d'une chargée de mission ingénierie financière pour travailler sur le modèle économique des CJS et explorer les pistes de financement.

Été 2016 : 3 sessions de formation animateurs. 32 CJS (421 coopérants) et une CJM.

20 décembre 2016, les premières rencontres nationales CJS rassemblent une centaine de participants, membres des comités locaux, formateurs, animateurs, coopérants et partenaires.

2017 : 8 sessions de formation animateurs. 48 CJS (600 coopérants), 8 autres coopératives d'éducation à l'entrepreneuriat (coop de territoires, Coopératives Jeunes Majeurs...).

3 Composé de CPE, CNCRESS, COOP FR, L'ESPER, Forum Français de la Jeunesse, CNAJEP, DJEPVA (La France s'engage), CGET, CDC, AVISE

4 Composé de Dominique Babilotte, Grégory Huchon, Nelly Lechaplain, Laurent Prieur, Emmanuelle Rousset,